

ÉDUCATION : INVESTIR DANS NOTRE JEUNESSE



Avec **Audrey PULVAR** et **Ile-de-France en Commun**,
nous nous engageons à :

• **Construire et rénover les lycées**

Nous construirons des éco-lycées exemplaires, offrant des lieux d'enseignement et de vie innovants. Nous lancerons un grand programme d'extension et de rénovation thermique des lycées existants.

• **Lutter contre le décrochage scolaire**

Pour permettre aux décrocheurs de reprendre un parcours scolaire, un micro-lycée sera ouvert dans chaque département. Nous renforcerons les actions d'orientation, de prévention, de tutorat et de soutien pour les lycéens en difficulté.

• **Offrir une alimentation saine et durable dans les cantines des lycées**

Nous viserons le zéro plastique et le 100 % bio ou durable, local, dans les menus des cantines des lycées régionaux, sans augmentation des tarifs. Nous proposerons des alternatives végétariennes.

• **Ouvrir les lycées**

Nous ouvrirons les espaces sportifs et culturels des lycées à tous les habitants, pendant les week-ends et les vacances.

• **Élaborer un projet éducatif global**

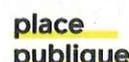
Nous porterons une véritable politique éducative visant la réduction des inégalités, la sensibilisation à l'environnement, la citoyenneté, la laïcité, l'égalité femmes-hommes. Nous mettrons en œuvre des actions d'éducation culturelle, artistique et sportive pour les lycéens.

• **Accompagner les communautés éducatives**

Pour lutter contre l'exclusion numérique notamment, nous soutiendrons la formation des enseignants au numérique éducatif et nous améliorerons l'équipement informatique.

PARTICIPEZ À NOTRE PLATEFORME CITOYENNE

Venez partager votre vécu, vos attentes, vos priorités : iledefranceencommun.com



LA DETTE ÉDUCATIVE DES 5 ANS DE VALÉRIE PÉCRESSE

5 ans de retards et de promesses non tenues

Malgré les promesses de rénover et construire rapidement :

- Au lycée Rabelais (75), l'établissement est fermé en urgence car il menace de s'effondrer.
- À Coulommiers (77), rien n'a été fait malgré la mobilisation des élèves et une pétition de 3 000 signatures alertant sur la vétusté des locaux.
- Aux Mureaux (78), le lycée Villon est en tel sureffectif que les élèves ne peuvent pas tous aller à cantine.
- Au lycée l'Essouriau des Ulis (91), les élèves ont dû étudier au milieu des travaux, des inondations, moisissures et coupures de courants à répétition.

- Au lycée Newton à Clichy (92), l'installation de l'alarme a tellement tardé, que les professeurs ont dû s'équiper de cornes de brume pour pouvoir donner l'alerte.
- À Epinay-sur-Seine (93), le chantier du lycée Feyder a été si mal géré qu'une élève a été blessée. Les enseignants ont obtenu la sécurisation du site par référé.
- Au lycée Berthelot à St-Maur-des-Fossés (94), la cafétéria est restée fermée pendant deux ans à cause du non-remplacement d'un agent.
- Au lycée du Vexin (95) quatre filières professionnelles ont été fermées sans que la Région s'y oppose.

5 ans de renoncements pour l'éducation publique

- 1 lycée sur 10 en sureffectif et 10 000 places qui vont bientôt manquer.
- 20 € en moins par élève et par an, en moyenne dans les budgets des lycées publics, mais augmentation des dotations pour les lycées privés !

- La disparition des emplois-tremplins, des médiateurs et des personnels d'entretien et de cantines en grande souffrance.
- La lutte contre le décrochage scolaire réduite à une plateforme téléphonique et l'orientation des élèves à un site internet.

5 ans de coups de com' à vos frais

- 180 M€ d'argent public dépensés pour des tablettes et des ordinateurs : sans wifi garanti, sans assurance ni accompagnement pédagogique... mais avec la photo de Valérie Pécresse à l'allumage bien sûr !

- 25 agents des « brigades de sécurité », non assermentés, non formés pour... 463 établissements.

et en plus : 1 an d'inaction face au Covid

- Pas de travaux d'urgence pour l'aération des locaux malgré les alertes des professeurs et des parents d'élèves.
- Une aide financière pour les familles confrontées à la fermeture des cantines mise en place grâce à la mobilisation des élus régionaux d'opposition.

- Des renforts insuffisants et précaires pour les agents d'entretien et de cantines

5 ans, ça suffit !

**ILE-DE-FRANCE
EN COMMUN**